

République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2026.04.04 Du 15 octobre 2026
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-six, le 15 octobre, à 20 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 9 octobre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Richard LEJEUNE, Maire.	
Ville de La Celle Saint-Cloud 	Objet : Désignation d'un représentant au sein du conseil d'établissement de la Villa d'Epidaure.	
Secrétaire de séance : Mahaba AL QAUHWACHI	LE CONSEIL MUNICIPAL,	
En exercice : 35 Présents : 29 Pouvoirs : 5 Votants : 34	Vu l'article L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales,	
Pour : 34 Contre : 0 Abstentions : 0	Vu l'article 3 du décret n°91-1415 du 31 décembre 1991 relatif aux conseils d'établissement des institutions sociales et médico-sociales mentionnées à l'article 3 de la loi n°75-535 du 30 juin 1975 précise la composition du conseil d'établissement,	
Présents <u>Le Maire</u> Richard LEJEUNE	Vu l'avis favorable de la commission Finances - Affaires Générales - Vie économique - Commerce en date du 30 septembre 2026	
<u>Les Maires-adjoints</u> Sylvie d'ESTÈVE Pierre QUIGNON-FLEURET Anne CHAPELET Othman NASROU Florina POPA Mohamed KASMI Valérie LABORDE Emmanuel TAMBRUN Blandine BEAUPAIN	Considérant que la Villa d'Epidaure est une maison de retraite médicalisée dédiée à l'accompagnement des personnes atteintes de maladies neuro-évolutives telle que la maladie d'Alzheimer et des troubles apparentés,	
<u>Les Conseillers</u> Anne-Sophie MARADEIX Bruno BAYLE Laurent BOUMENDIL Pulchérie KOUAMÉ Isabelle JOUËT-PASTRÉ Philippe LERIN Blaise VIGNON Mathilde JORROT Audrey AUBER Adrien BONIN Alexis LABORIA Mahaba AL QAHWACHI Dominique PAGÈS Nathalie ZULIANI Antoine HULOT Pascale ASKENFELD Stéphane MICHEL Sébastien LECLER Carmen OJEDA-COLLET	Considérant que le représentant de la commune du lieu d'implantation de l'établissement participe aux réunions du conseil d'établissement avec voix consultative,	
	Considérant que la démission de Monsieur Benoît VIGNES de son mandat de conseiller municipal a pour effet de mettre fin à son mandat de représentant du Conseil municipal au sein du conseil d'établissement de la Villa d'Epidaure, et qu'il y a lieu, en conséquence, de pourvoir à la vacance ainsi constatée par la désignation d'un nouveau représentant du Conseil municipal ;	
	Considérant la candidature de Mme Anne Chapelet,	
	APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ	
	1° A l'unanimité,	
	Décide conformément à l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de procéder à l'élection au scrutin public, du représentant du Conseil municipal au sein du conseil d'établissement de la Villa d'Epidaure	
	Après avoir procédé à l'élection	
	2° A l'unanimité,	
	Décide de désigner pour le représenter au sein du conseil d'établissement de la Villa d'Epidaure, le membre suivant :	
	- Mme Anne CHAPELET	
Absents excusés : Olivier DELAPORTE Danielle RAVILLION Laurent DUFOUR Jean-François BARATON Jany WOLFF Séverine PEREZ	D'abroger la délibération n°2026.02.23 relative à la désignation d'un représentant au sein du conseil d'établissement de la Villa Epidaure.	
Absents ayant donné pouvoir : Olivier DELAPORTE pouvoir à Sylvie d'ESTEVE Danielle RAVILLION pouvoir à Mathilde JORROT Laurent DUFOUR pouvoir à Valérie LABORDE	 Le Maire, par délégation  Sylvie d'ESTÈVE Accusé de réception en préfecture 078-217801265-20261015-2026-04-04-DE Date de réception préfecture : 22/10/2026 Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :	

Jean-François BARATON
pouvoir à Dominique PAGES
Jany WOLFF pouvoir à
Mohamed KASMI

Absents :

- de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)
- ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction du recours gracieux.